

Le nouveau plan “de paix” de Netanyahu est directement inspiré de l’apartheid d’Afrique du Sud

Par Ali Abunimah, le 28 Juillet 2017



Des citoyens palestiniens d’Israël manifestent contre des démolitions de maisons à Arara, commune de la région de Wadi Ara, que Netanyahu veut transférer dans une entité palestinienne, Janvier 2017. (Keren Manor/ActiveStills)

Benjamin Netanyahu propose que les [citoyens palestiniens d’Israël](#) soient déchus de leur citoyenneté dans le cadre d’un accord de “paix” qui les placeraient dans une future entité palestinienne.

Le Premier Ministre israélien a récemment déclaré à des élus américains, selon un [article](#) paru dans *Haaretz*, que

“les communautés arabes israéliennes pourraient être placées sous contrôle palestinien” dans le cadre d’un accord sur le statut final.

“En échange,” rapporte le journal basé à Tel-Aviv, “Israël annexerait des colonies de la Cisjordanie.”

Communément appelée “transfert,” cette proposition équivaldrait à un nettoyage ethnique. Ce n’est pas une idée nouvelle, mais le fait que Netanyahu l’aborde représente une étape supplémentaire pour le gouvernement israélien vers l’adoption formelle de pratiques considérées comme tabou par le passé par de nombreux Israéliens.

La zone que Netanyahu convoite – au moins dans un premier temps – est Wadi Ara, une région au Nord, incluant la principale ville, [Umm al-Fahm](#).

Environ 1,5 millions de Palestiniens ont la citoyenneté en Israël. Ils sont les survivants et les descendants de la Nakba, le nettoyage ethnique sioniste de la grande majorité de la population palestinienne de ce qui devint l’état d’Israël, avant et après qu’il soit établi en 1948.

L’idée que cela serait un “échange” est clairement absurde car, pour commencer, rien de ce que Netanyahu propose d’échanger n’est à Israël : les colons de la Cisjordanie vivent sur une terre volée aux Palestiniens [en violation du droit international](#).

En outre, les droits des citoyens palestiniens d’Israël – qui, dans le cadre d’une telle mesure seraient privés du droit à déterminer leur propre sort sur leur terre de naissance – ne sont pas des cadeaux d’Israël, établi chez eux avec force et violence à leurs dépends.

Les soi-disant échanges de populations nous rappelle à un passé sombre; ils furent pratiqués avant l’ère moderne, lorsqu’il était admis que les monarques traitent les populations comme leurs propriétés.

Mais la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et autres standards entérinés après les atrocités de la deuxième guerre mondiale, donnèrent des droits aux individus et rendirent illégaux le déplacement forcé et la destitution arbitraire de citoyenneté et de nationalité.

Mais comme je [l'explique](#) dans mon livre de 2014 *La bataille pour la justice en Palestine*, l'affirmation d'Israël au "droit d'exister en tant qu'état juif" ne peut être réalisé sans [la violation massive et constante](#) des principes les plus fondamentaux des droits humains, égalité et antiracisme.

Logique d'apartheid

On peut la voir en suivant la logique de la proposition de Netanyahu. Il parle du transfert comme faisant partie de l'accord pour un " statut final ".

Mais quel genre de "paix" Netanyahu envisage-t-il ? Dans sa première rencontre à la Maison Blanche avec le Président des Etats-Unis Donald Trump en février, le dirigeant israélien ne s'est engagé explicitement dans aucune sorte de "solution à deux états."

Il [insista](#), cependant, que dans tout accord, les Palestiniens devraient reconnaître qu'Israël est un "état juif" et qu'il "doit maintenir un contrôle sécuritaire prépondérant sur la totalité de la zone à l'Ouest du Jourdain. "

Donc en additionnant tous ces éléments , le plan de Netanyahu consisterait à « prendre » les Palestiniens en Israël, qui possèdent actuellement des droits en tant que citoyens – quoique [limités par la loi et inférieurs aux Juifs](#) – et à les déplacer là où ils n'auraient aucun droit, tout comme le reste des Palestiniens sous occupation militaire israélienne perpétuelle.

En Mars, un remarquable [rapport de l'ONU](#) conclu qu' "Israël

a établi un régime d'apartheid qui domine l'ensemble du peuple palestinien.”

“ La mission de préserver Israël en tant qu'État juif a inspiré, voire contraint, Israël à poursuivre plusieurs politiques raciales générales,” explique le rapport. Ceci comprend “l'ingénierie démographique dans le but de constituer et de maintenir une majorité juive écrasante en Israël”.

La dernière proposition de Netanyahu correspond précisément à ce modèle, et par conséquent confirme une nouvelle fois qu'Israël pratique un régime d'apartheid.

Le rapport de l'ONU note également qu'alors qu'Israël maintient un système démocratique formel pour les citoyens de l'état, il interdit quiconque d'utiliser ce système pour défier l'organisation fondamentalement raciste du régime : “La loi israélienne interdit l'opposition palestinienne organisée à la domination juive, en la rendant illégale et même séditeuse.”

Netanyahu fermerait la porte à la simple menace que les citoyens palestiniens d'Israël utilisent leur vote pour défier cette domination en les dépouillant de leur citoyenneté.

Bantoustans

Le rapport de l'ONU, [rapidement supprimé](#) par le Secrétaire général de l'ONU à la demande de l'Amérique, souligne qu'il ne compare pas directement Israël à l'Afrique du Sud.

Il mesure plutôt Israël à la définition du [crime d'apartheid](#) dans le droit international, qui est [inclue](#) au statut fondateur de la Cour Pénale Internationale.

La proposition de Netanyahu suit pourtant de près le précédent créé par l'apartheid de l'Afrique du Sud.

Alors que le régime raciste était soumis à une pression accrue pour mettre fin à la suprématie blanche à la fin du

20ème siècle, il créa un système de “[bantoustans](#)” – théoriquement des états indépendants gouvernés par les Noirs.

Si les Noirs voulaient voter, le gouvernement d’apartheid les invitait à prendre la citoyenneté de l’un de ces bantoustans – bandes de terres pauvres, étendues à travers des régions isolées de l’Afrique du Sud.

Mais l’ “indépendance” de ces états – reconnus par aucun pays – était une complète imposture. Ils étaient des dictatures de pacotilles menées par des collaborateurs du régime raciste blanc.

Les bantoustans étaient un mécanisme qui servait à supprimer les Noirs physiquement – en les encourageant ou en les forçant à y migrer – et politiquement d’Afrique du Sud, sans leur donner de véritables droits.

Il est très difficile de trouver des différences avec ce que Netanyahu – qui a clairement déclaré [son aversion](#) envers le vote des citoyens palestiniens d’Israël – est en train de proposer.

Il existe cependant une différence clé : contrairement à l’Afrique du Sud dont les bantoustans rencontraient un rejet universel, nombreux sont ceux dans la soi-disant communauté internationale, [dont Barack Obama](#) quand il était président, qui ont adopté avec enthousiasme la conception raciste et ségrégationniste d’Israël avec le slogan “deux états pour deux peuples.”

Garantir la suprématie

L’idée de découpage racial des circonscriptions électorales a rencontré un certain succès auprès des plus fervents admirateurs d’Israël.

Henry Kissinger, l’ancien secrétaire d’état des Etats-Unis, qui possède [une longue liste de crimes de guerre à son actif](#), dont [le meurtre de millions de personnes](#) en Asie du

Sud-est, [a conseillé](#) Israël en 2004 de “transférer du territoire des populations arabes significatives du Nord d’Israël afin d’améliorer l’équilibre démographique.”

Ces dernières années, il existe deux principaux adeptes israéliens de l’idée d’un nettoyage ethnique accru des Palestiniens, annoncé comme des “échanges de terres.”

[Avigdor Lieberman](#), le colon de Cisjordanie qui est actuellement le Ministre de la Défense israélien, défend depuis longtemps cette approche.

Il y a une dizaine d’années Lieberman [a déclaré](#) qu’il soutiendrait une “solution à deux états” tant que celle-ci apporterait une vraie ségrégation en se débarrassant des citoyens palestiniens d’Israël.

“Le principe maître doit être un échange de territoires et de populations,” a-t-il dit. “Ce n’est pas que nous sommes contre la solution de deux états pour deux peuples,” a ajouté Lieberman. “Au contraire, nous la soutenons : deux états pour deux peuples, et non un état et demi pour un peuple, et une moitié d’état pour l’autre.”

Du point de vue de Lieberman, le risque d’une solution à deux états sans transfert serait qu’Israël finirait par être un “demi état” – autrement dit que les Juifs ne pourraient pas garantir leur domination dans une entité avec plus d’un million et demi de citoyens non-Juifs qui attendent des droits démocratiques et civiques égaux.

Lieberman a récemment réaffirmé dans un [post sur Facebook](#) que l’état juif devrait en définitive être nettoyé ethniquement de la quasi totalité des Palestiniens.

“Il n’y a pas de raison pour que Sheikh Raed Salah, Ayman Odeh, Basel Ghattas ou Haneen Zoabi continuent d’être citoyens israéliens,” a-t-il déclaré en référence à d’éminents politiciens palestiniens, trois d’entre eux à l’époque membres du parlement israélien, la Knesset.

Une troisième Nakba?

L'autre adepte clé est [Tzipi Livni](#), l'ancienne Ministre des Affaires Etrangères, soi-disant "pacifiste", qui est [recherchée pour interrogatoire](#), dans le cadre des enquêtes sur les crimes de guerre, par les procureurs de plusieurs pays.

En 2007, Livni [a déclaré](#) : "l'état palestinien à établir ne sera pas une solution seulement pour les Palestiniens qui vivent en Judée et Samarie [la Cisjordanie]. Il est dessiné pour apporter une solution nationale complète – pour ceux vivant en Judée et Samarie, ceux dans les camps de réfugiés, et même pour les citoyens [arabes] d'Israël."

Faisant partie du gouvernement d'Ehud Olmert la même année, Livni a officiellement soumis l'idée de transfert aux négociateurs palestiniens, [expliquant](#) : "Notre idée est de se référer à deux états pour deux peuples. Ou deux états nations, Palestine et Israël, vivant côte à côte, en paix et en sécurité, chaque état constituant la patrie de son peuple et la réalisation des aspirations nationales et l'autodétermination."

Puisqu'aucun dirigeant israélien n'a jamais sérieusement proposé de donner à un état palestinien les mêmes droits et la même souveraineté qu'Israël exige pour lui-même, ces déclarations sont des appels à peine déguisés à la perpétuation du processus historique sioniste de déposséder les Palestiniens et [d'appeler cela la "paix."](#)

Il ya quelques jours, le Ministre israélien Tzachi Hanegbi a même [menacé](#) les Palestiniens d'une "troisième Nakba" – en référence au nettoyage ethnique israélien des Palestiniens en 1948 et 1967.

Certain se demande si la dernière proposition de Netanyahu [est ce à quoi il faisait référence](#).

Traduction: Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)